



Syndicat Général des Personnels de Plaine Commune

INTERVENTION DEBRAYAGE DU 6 FEVRIER

Mesdames, Monsieur,

A l'heure où la commande politique est de faire plus avec moins, à l'heure où le contexte économique et social sur notre territoire se dégrade, à l'heure où nous sommes au quotidien confrontés à ces réalités sur notre lieu de travail, nous déplorons l'absence de confiance faite aux agents.

Comment parler de concertation quand seul un petit groupe (dernière réunions en mars) travaille sur la question des horaires, que le projet nous est présenté dans le cadre de réunions informatives et notre avis seulement demandé à travers un questionnaire orienté.

Nous regrettons l'absence de réponse à nos courriers à Madame Carinne Juste. Si notre élue à la culture avait accepté de nous rencontrer, nous lui aurions dit : combien nous aimons notre métier, combien nous sommes soucieux de travailler sur les besoins de nos différents publics. Combien la question du sens, des choix, du partage de nos compétences et de nos savoirs nous semblent importante. Que nous nous inquiétons du sort donné au service public dans le contexte actuel des baisses budgétaires, et nous aurions abordé les incidents de plus en plus fréquents dont sont victimes les agents au service public, nos espoirs, une réflexion collective et partagée sur l'évolution de notre métier qui nécessite une grande polyvalence et sur les pratiques à adapter dans ce domaine.

Nous vous demandons donc de reporter le point sur les horaires des médiathèques afin de permettre de l'aborder globalement avec les agents. Nous nous interrogeons notamment sur le coût des vacances étudiantes proposées pour combler la moitié des effectifs présents sur certains jours. Ne serait-il pas possible de créer avec une partie de ce budget des postes pérennes ?

Toutes ces questions, aujourd'hui posées, reprennent aussi les problématiques soulevées récemment par les agents de la propreté à Saint-Denis. Une nouvelle organisation du service est mise en place où la variable d'ajustement choisie est le personnel et qui leur ajoute du temps de travail s'ils veulent conserver leur salaire actuel. Il n'est pas concevable de mettre à défaut le travail des agents et de proposer une énième réorganisation mettant en péril leur santé. Quelle que soit la couleur politique de la mairie et de Plaine Commune, la propreté c'est aussi du civisme et de l'éducation. Des solutions doivent être recherchées pour un service de qualité pour le territoire et dans le respect des personnels.

Le syndicat CGT